

### ***Situation «économique du Cameroun en 2020***

La production globale s'est contractée de 2,0 % contre une progression de 3,7 % en 2019, conséquence des effets de la pandémie de la Covid-19 sur plusieurs branches de l'économie camerounaise. En effet, l'activité dans le secteur hors pétrole a baissé de 2,2 %, résultant du recul de la production dans l'agriculture, la sylviculture, l'industrie manufacturière, l'énergie, le transport, le commerce, l'hôtellerie et la restauration. En revanche, le secteur pétrolier a enregistré une légère hausse de 0,4 % de la production après une forte reprise (+8,5 %) en 2019.

L'inflation est restée stable à 2,4 %, en dessous du seuil communautaire requis de convergence macroéconomique. Elle aurait pu être plus lente sans la hausse des prix enregistrée sur les produits alimentaires importés et le transport.

En matière des finances publiques, le déficit budgétaire global (hors dons) s'est creusé pour représenter 4,6% du PIB contre -3,9 % l'année précédente, causé essentiellement par la baisse des recettes propres (-5,8 %), alors que les dépenses ont augmenté (+2,7 %). Par ailleurs, sous l'effet des nouveaux emprunts, de la contraction du PIB et de la hausse du déficit budgétaire, la dette publique a continué d'augmenter pour représenter 44,1% du PIB après 41,7 % un an plus tôt.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, le déficit du compte des opérations courantes s'est creusé pour s'établir à -6,0 % du PIB après -4,6% du PIB en 2019, en rapport avec la dégradation des déficits de la balance commerciale, des balances de services et des revenus primaires. En outre, les réserves de changes augmentent pour représenter 6 mois d'importations des biens et services contre 4,9 mois en 2019, en raison notamment de l'application de la nouvelle réglementation de changes et de l'entrée des capitaux au titre des investissements étrangers.

La situation monétaire s'est caractérisée par le ralentissement de la progression des avoirs extérieurs nets (13,1 % contre 14,1 % en 2019), le recul du crédit à l'économie (-1,2 % après 0,2% l'année précédente) et une augmentation des créances nettes sur l'Etat (60,4 % contre 52,6 % un an plus tôt).